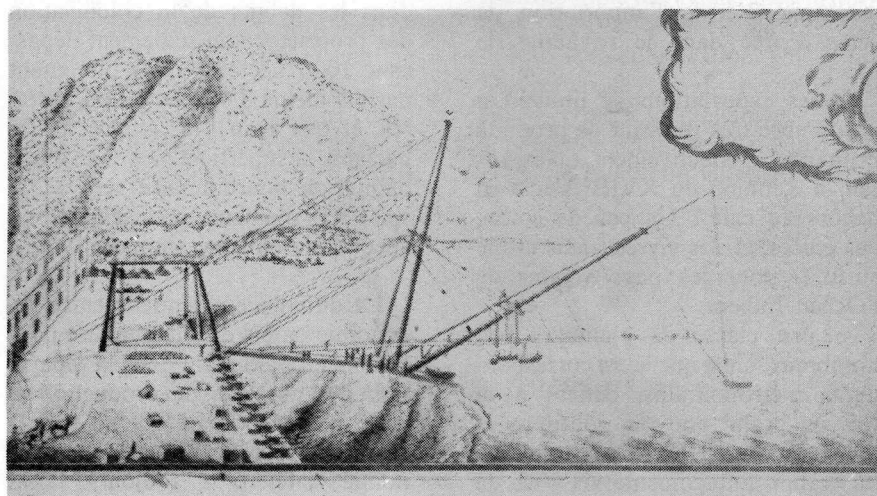


Société de plantation à la Réunion

Au moment où s'élaborent ou se confortent un certain nombre de propositions pour résoudre les difficultés de l'économie sucrière locale ou réussir l'aménagement des Hauts, où la question de la modification, voire de la suppression, du système du colonage est portée devant le Parlement, écrire que la Réunion actuelle demeure largement l'héritière, au niveau des structures socio-économiques et peut-être plus encore des structures mentales, de contraintes imposées par son récent passé de société de plantation apparaît énoncer une évidence. Ce qui est beaucoup moins évident en revanche c'est la connaissance que l'on a de ce passé.

Certes, les grandes lignes de son évolution ont été présentées dans des ouvrages désormais classiques comme ceux de Defos du Rau, Schérer ou Toussaint (1). Certes, plusieurs articles, maîtrisés ou même thèses – dont nous n'ambitionnerons pas de donner, dans le cadre restreint de cet article, une liste exhaustive – ont éclairé tel ou tel point de cette évolution. Mais que de questions à son sujet demeurent en suspens ou même n'ont pas été clairement posées, dont la formulation et la résolution paraissent cependant des préalables indispensables, non seulement à une connaissance satisfaisante du passé de l'île mais surtout à une réflexion sérieuse sur son avenir.



Carte de Saint-Denis (1738).

Définition et limites chronologiques du sujet

De nombreuses interrogations ont déjà été conduites, de par le monde, sur la question de savoir ce qu'il faut entendre par économie de plantation. On peut, après Jean Benoist, reprendre pour la Réunion les critères significatifs d'une telle économie,

mis en évidence par l'économiste jamaïcain Beckford. On peut aussi, après lui, admettre qu'un tel tableau « est très intimement lié à la canne à sucre » (2). Mais faut-il, comme il semble le faire, exclure de la notion d'économie de plantation l'âge où le café dominait la vie insulaire ?

En fait, si l'on reprend un à un les paramètres définis par Beckford, on voit qu'ils peuvent, tout au moins en grande partie, s'appliquer à cette époque :

(1) J. Defos du Rau, *L'île de la Réunion, Etude de géographie humaine*, Bordeaux, 1960, 907 p. A. Scherer, *Histoire de la Réunion*, Paris, 1965, 126 p. A. Toussaint *Histoire des îles Mascareignes*, Paris, 1972, 361 p. (2) Jean Benoist *Paysans de la Réunion*, 1984, p. 173-174.

— « la production (...) utilise une importante main d'œuvre locale dans l'accomplissement de tâches de routine rémunérées à un niveau de salaire proche du minimum vital » : cela s'applique parfaitement à la main d'œuvre servile dont le café était si grand consommateur qu'on peut voir en lui le principal responsable de l'intensification locale, au XVIII^e siècle, de la traite négrière.

— « la production est destinée à l'exportation vers un marché métropolitain où elle est assurée d'une protection » : là aussi, c'est tout à fait vrai du café, culture imposée en grande partie artificiellement par la Compagnie des Indes qui bénéficiait du monopole de l'importation de cette denrée dans le royaume de France.

— « les exportations se limitent à un nombre très restreint de produits primaires » : effectivement, qu'exportait la Réunion du XVIII^e siècle en dehors du café ? Un peu de coton, des épices, et des vivres (maïs et blé surtout) pour les pays voisins de l'Océan Indien.

— « une classe de planteurs peu nombreux, ainsi que leurs correspondants métropolitains, détient à la fois un grand pouvoir politique, et un statut social élevé qui implique un certain antagonisme vis-à-vis de la masse de la population » : il suffit pour se convaincre de l'adéquation de cette analyse à la situation locale à la fin du XVIII^e siècle de voir comment les grands planteurs ont concrétisé dans les Assemblées coloniales révolutionnaires leurs ambitions politiques et quelles âpres rivalités les opposaient, non seulement à la masse asservie, mais aussi aux « petits blancs » (3).

A la limite, on pourrait même ajouter que le dernier paramètre retenu par Beckford : — « l'activité économique est entre les mains de capitaux, de cadres et de dirigeants extérieurs au milieu » — pourrait mieux s'appliquer à l'économie caféière, pendant longtemps soumise aux desiderata imposés de l'extérieur par les Directeurs de la Compagnie des Indes qu'à l'économie sucrière, tout au moins dans les débuts de celle-ci.

Alors, d'où vient qu'à la différence des Antilles où l'on admet très bien de parler, à propos du café,

d'économie de plantation (4), cela surprend à la Réunion ? Cela tient-il à la dimension des unités de production caféières, trop modestes à la Réunion pour justifier le terme de plantations ? Effectivement, d'après les sondages faits par Defos du Rau dans les archives départementales, vers 1775, 2,5 % seulement des propriétés ont plus de 100 hectares, alors que la concentration foncière imposée par la canne fera passer ce chiffre à 58,4 % en 1848 (5). Mais la miniaturisation relative des terres (sans doute née du partage égalitaire des héritages imposé par la coutume de Paris) n'a pas toujours été la règle au XVIII^e siècle, puisque l'on trouve dans les débuts de la colonisation des propriétés non seulement dépassant 1000 hectares mais atteignant parfois même 3 000 ou 5 000 hectares, et que Jean Mas évalue à 200 hectares la superficie moyenne d'une habitation bourbonnaise vers 1732, soit au moment précisément où l'économie caféière s'impose. (6).

La différence essentielle entre l'économie caféière et la sucrière nous semble être ailleurs : dans la répartition des activités de production et dans la conception du travail et de la rentabilité sur l'exploitation. L'économie caféière a toujours laissé subsister un secteur vivrier important ; elle n'imposait pas, semble-t-il, des cadences de travail infernales et autorisait un régime esclavagiste qui, de l'avis des voyageurs et témoins de l'époque, était plus « humain » que celui des Antilles. C'est la disparition de l'auto-suffisance alimentaire et le développement d'une mentalité uniquement soucieuse de productivité qui nous semblent véritablement caractériser le triomphe de l'économie de plantation à la Réunion. Mais n'est-ce pas tout simplement parce que la présence obsédante de la canne, de nos jours, a effacé de la mémoire collective l'époque du café que celle-ci apparaît comme un âge d'avant l'économie de plantation ? En fait, on ne le saura que quand on disposera d'une véritable histoire du café à la Réunion, qui reste à écrire.

Quant au passage de l'économie caféière à celle du sucre, même si les causes principales du phénomène sont aisément perceptibles et con-

nues, il mériterait une analyse détaillée. Nul n'est mieux armé qu'Hubert Gerbeau, le meilleur connaisseur du

L'histoire économique de l'historiographie

Dans le droit fil de nos dernières remarques, il faut souligner, pour le déplorer, le petit nombre de travaux consacrés jusqu'à présent à l'histoire de l'économie réunionnaise. Non certes que tout soit ignoré dans ce domaine. On trouve à son sujet des informations utiles dans les ouvrages de référence évoqués plus haut. H. Gerbeau a brossé à grands traits une histoire de l'agriculture réunionnaise, J. Ryckebusch a jeté les bases d'une histoire monétaire locale et M. Béguier a établi de précieuses statistiques sur la situation économique à l'époque du second Empire (7). Reste qu'il n'existe pas, pour la Réunion, l'équivalent des travaux de Christian Schnakenbourg pour la Guadeloupe ou de Guy Rouillard pour Maurice. (8) Danielle Barret et Sylvie Gousseau ont réalisé d'intéressantes études, l'une sur la famille et la propriété Desbassayns ; l'autre sur la plantation du Grand Hazier, mais on manque encore de monographies sur les grandes habitations

(3) Voir C. Wanquet *Histoire d'une Révolution (La Réunion 1789-1804)*.

(4) Voir par exemple Christian Schnakenbourg *La crise du système esclavagiste 1835-1847*.

(5) Defos du Rau, *op. cit.*, p. 188 et 192.

(6) « Droit de propriété et paysage rural de l'île Bourbon — La Réunion », thèse pour le Doctorat de Droit, inédite, 1971, p. 164.

(7) H. Gerbeau « Le rôle de l'agriculture dans le peuplement de la Réunion » in *Relations historiques à travers l'Océan Indien*, Paris, 1980, p. 133-142.

J. Ryckebusch « Essai d'histoire monétaire de l'île de la Réunion » in *Bulletin de l'Association Historique Internationale de l'Océan Indien*, n° 5, déc. 1983, p. 227-244.

M. Béguier « tableaux statistiques de l'économie de La Réunion sous le Second Empire ». *Mémoire de maîtrise* inédit. Aix-en-Provence, 1970, 172 p.

(8) Guy Rouillard, *Histoire des domaines sucriers de l'île Maurice, Port-Louis, 1964. Réédition 1979, 515 p.*

(9) Claude Vogel, *De l'ethnographie à l'ethnohistoire, Evolution des structures foncières dans la paroisse de St-Gilles les Hauts de 1690 à 1897. St-Denis, 1982.*

premier dix-neuvième siècle réunionnais, pour la réaliser.

nom, parent pauvre graphie réunionnaise

sucrières. Les travaux de Claude Vogel (9) et de l'équipe d'anthropologues qu'il anime sont venus s'ajouter à ceux de Jean Mas que nous évoquions plus haut, mais de l'avis même de ce dernier, il reste beaucoup de chemin à parcourir avant d'avoir une connaissance satisfaisante de l'évolution, très complexe, des structures foncières.

Cependant, diverses études sont en cours qui devraient aider à combler les lacunes de l'histoire économique réunionnaise.

— Isabelle Clergue-Arnassan achèvera dans quelques mois un troisième cycle d'ethnologie consacré à l'évolution des structures de la grande plantation sucrière, dans lequel elle s'efforcera tout à la fois, de présenter des données chiffrées précises et d'intégrer les informations fournies par la mémoire collective.

— Dans le cadre de la préparation de sa thèse d'Etat, Sudel Fuma s'efforce actuellement d'appréhender les causes nombreuses (fragilité structurelle de l'économie, problèmes de crédit nés d'une organisation bancaire déficiente, difficultés douanières, inadaptation des techniques culturelles, maladies de la canne et cyclones...) et les manifestations de la grande crise sucrière des années 1863-70.

— Philippe Pluchon et François Lautret-Staub, dans deux maîtrises en cours d'achèvement, fourniront d'utiles éclairages sur l'évolution des habitations réunionnaises. Le premier a étudié les origines et l'ascension des premiers Kerveguen, la constitution de leur patrimoine foncier et la diversification de leurs activités jusqu'au moment où la famille en vient à écraser de sa puissance l'économie insulaire, et à symboliser aux yeux de tous, l'économie de plantation triomphante. Le second, à partir d'enquêtes de terrain et surtout de papiers de famille dont la richesse n'apparaît que plus raris-

sime en comparaison de l'habituelle pauvreté des archives privées locales, a pu suivre, du début du XIX^e siècle à nos jours, les avatars d'une habitation de moyenne dimension dans les Hauts de Saint-Paul.

Les secteurs économiques complémentaires de l'économie de plantation suscitent également la curiosité des chercheurs. Edmond Maestri a commencé à travailler sur l'histoire du chemin de fer réunionnais et Angèle Squarzonei étudie les heures de gloire (dans les années 1848-65) d'activités aujourd'hui complètement disparues, celles du petit cabotage et du batelage, indispensables alors à l'écoulement de la production sucrière.

Tous ces travaux sont riches de promesses. Ils n'épuiseront malgré tout pas le champ des investigations possibles. Il faudrait en particulier que se multiplient les monographies sur les domaines sucriers ; que

soient minutieusement décortiqués les mécanismes financiers et bancaires qui ont sous-tendu l'évolution de l'industrie sucrière et qui nous sont aujourd'hui pratiquement inconnus, que la constitution et la politique des complexes sucriers qui ont tour à tour dominé l'économie insulaire fassent l'objet d'analyses approfondies.

Dans le domaine économique comme dans les autres secteurs, plus on se rapproche de l'époque actuelle, plus, malheureusement, notre ignorance s'épaissit. Que sait-on de la Réunion de la fin du XIX^e siècle ? De celle de l'entre-deux guerres ? De sa situation en 1939 ? Longtemps, la périodisation des recherches historiques locales a privilégié les tout débuts de la colonisation. Un rééquilibrage en faveur du dix-neuvième siècle s'opère actuellement. Il est souhaitable qu'il soit étendu à la première moitié du vingtième siècle.

Sociologie de la plantation

La sociologie de la plantation réunionnaise est, comparativement, mieux connue que son économie.

Longtemps sujet relativement tabou, dont la perception se réduisait à un certain nombre d'a-priori et de clichés, les rapports inter-ethniques sur les plantations ont fait l'objet, depuis une quinzaine d'années, d'études nombreuses et véritablement scientifiques. On peut ainsi, de mieux en mieux, suivre, de sa naissance à sa disparition, ce facteur déterminant de l'établissement d'une économie de plantation qu'a représenté l'esclavage. Jean Barassin a analysé la mise en place du phénomène ; Jean-Michel Filliot a suivi son renforcement par la traite (10) ; moi-même pour la fin du XVIII^e siècle et Danielle Miloche-Baty pour le début du XIX^e siècle avons étudié le complément, ou correctif, que lui apportaient les affranchissements (11) ; j'ai abondamment traité dans ma thèse de l'ébranlement du système par l'épisode révolutionnaire et

Hubert Gerbeau a consacré plusieurs articles à son ultime épanouissement et à sa chute. (12).

Quelques travaux, en voie d'achèvement, amélioreront notre connaissance des systèmes serviles : le 3^e

(10) J. Barassin, « L'esclavage à Bourbon avant l'application du Code Noir de 1823 » in Recueil trimestriel de documents, nouvelle série n° 2, 1956, p. 11-59.

J.M. Filliot La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIII^e siècle, Paris, 1974, 273 p.

(11) C. Wanquet « Aperçu sur l'affranchissement à Bourbon à la fin du XVIII^e siècle » in Annuaire des pays de l'Océan Indien, vol. IV, 1977, p. 131-149.

D. Miloche-Baty, « Les affranchis à Bourbon de 1804 à 1848 », mémoire de maîtrise inédit. 1980, 283 p.

(12) voir, par ex., « Des minorités mal connues : esclaves indiens et malais des Mascareignes au XIX^e siècle » ; « Les esclaves et la mer à Bourbon au XIX^e siècle » ; « La liberté des enfants de Dieu. Quelques aspects des relations des esclaves et de l'Eglise à la Réunion » in Etudes et Documents, Aix-en-Provence, IHPOM n° 11, p. 160-242, n° 12, p. 10-51, n° 14, p. 45-95.

cycle que D. Miloché-Baty consacre au marronnage de 1815 à 1848, et surtout la véritable somme pour l'appréhension des problèmes sociaux de cette époque, que devrait représenter le doctorat d'Etat d'H. Gerbeau (13).

Restera cependant à les compléter par des études sur l'esclavage, en particulier au niveau de son vécu quotidien, dans le premier XVIII^e siècle (1715-1767) ou l'époque de Decaen (1803-1810), périodes qui, de façon générale, sont très mal connues.

Autres thèmes majeurs de l'histoire de la société de plantation à la Réunion, l'intégration plus ou moins complète et réussie des libérés de 1848 dans les diverses structures de l'époque, le passage de l'esclavage à l'engagisme, l'immigration indienne... ont aussi fait l'objet de recherches récentes de la part d'Hubert Gerbeau, Firmin Lacpatia et Sudel Fuma (14). L'année dernière, la thèse de 3^e cycle de ce dernier, « L'homme et le sucre à la Réunion : 1827-1862 », a fourni des éclairages très précieux sur de nombreux problèmes, tels que l'organisation du travail sur les plantations du XIX^e siècle ou les rapports des individus aux modèles dominants de production. Par un élargissement à la fois chronologique et thématique de sa problématique, S. Fuma continue dans la même voie, au niveau cette fois d'un doctorat d'Etat. Plus modestes dans leurs objectifs, d'autres travaux fourniront prochainement une contribution à l'exploration du champ des recherches consacrées à l'histoire des populations de couleur à la Réunion, comme les maîtrises de Josette Fontaine et Michèle Marimoutou sur « Les affranchis et gens de couleur libres, de 1800 à 1815 » et « l'immigration des engagés indiens sous le régime de la convention franco-anglaise de 1861 ».

Ethnologues et sociologues se sont également interrogés sur les structures, les lignes de force, les permanences ou les mutations de la société réunionnaise tout-à-fait actuelle ; ainsi Jean Benoist, par ailleurs spécialiste, lui aussi, de la communauté indienne (15) ou Jean Poirier, animateur d'une vaste collec-

te d'archives orales, qui a rassemblé un important matériel de récits de vie.

Cependant, malgré l'abondance et la richesse de tous les travaux que nous avons cités – et dont la liste est loin d'être exhaustive – force est d'admettre qu'en matière d'histoire sociale de La Réunion il reste encore beaucoup à faire.

On manque tout d'abord de bases solides sur les données démographiques. Dans ce secteur, on dispose présentement de quelques monographies sur une famille ou une localité, ou de quelques travaux généalogiques, les unes et les autres estimables, mais insuffisants pour une vue d'ensemble des problèmes. D'où l'apport que l'on est en droit d'attendre des thèses d'Etat respectivement mises en chantier par Claude Mazet et Jean-Michel Filliot sur le peuplement de l'île au XVIII^e et au XIX^e siècles.

On aimerait également pouvoir disposer d'informations plus complètes qu'à l'heure actuelle, et surtout plus regroupées, sur les technologies agricoles et industrielles d'hier. Une histoire générale du travail et des techniques à La Réunion n'a pas, à notre connaissance, été entreprise. Et pas davantage d'autres histoires qui pourraient éclairer la précédente, comme celles du climat, des espèces botaniques locales, de la santé...

Notre ignorance des structures et de l'évolution de la société réunionnaise à la fin du XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e

est particulièrement flagrante, avec toutefois l'espoir que la thèse d'Etat que Prosper Eve a entreprise sur la naissance et les premières décennies du syndicalisme à La Réunion viendra quelque peu l'atténuer.

Dans les travaux qui l'ont révélé – d'abord une maîtrise sur les cultes populaires, puis, début 1983, un troisième cycle sur « La mort à la Réunion » – ce dernier chercheur a souvent abordé, indirectement mais avec bonheur, la délicate question de la perception de la société de plantation par la sensibilité ou l'imaginaire collectifs. On touche ici au dernier domaine, mais non au moindre, qui retiendra notre propos : comment l'économie de plantation a-t-elle façonné les mentalités collectives, établi des systèmes de valeurs à l'intérieur des différents groupes sociaux ou ethniques qu'elle mobilisait ? Comment aussi persistent de nos jours, dans les démarches mentales, dans les comportements psychologiques ou politiques, des survivances de la perception passée des rapports sociaux ?

Une telle recherche soulève d'importants problèmes de méthode, comme celui du recours à la tradition orale, qui a déjà fait par ailleurs, et en particulier dans cette revue (16) l'objet de débats importants et de mises au point. Elle déborde le cadre de l'histoire ou de la sociologie pour rejoindre d'autres disciplines comme la littérature ou la linguistique. Elle se situe, en définitive, à la croisée et à la conclusion de toutes les autres recherches que nous avons évoquées.

Les questions qu'une histoire de l'économie et de la société de plantation soulèvent et que notre article n'a certainement pas toutes répertoriées, sont donc extrêmement nombreuses, et, reconnaissons-le, pour certaines touchant aux rapports inter-ethniques ou aux comportements collectifs, très délicates. Il faut pourtant qu'elles soient, et dans les délais les plus brefs, abordées de front, si l'on ne veut pas passer à côté de la réalité réunionnaise et, conséquemment, à côté de la chance de pouvoir disposer d'un outil de réflexion indispensable à toute politique sérieuse de développement de l'île.

Claude Wanquet
Université de la Réunion

(13) Titre prévu : « Etre, paraître, rêver. Les esclaves de Bourbon au XIX^e siècle. Des propédeutiques du silence aux résurgences d'historicité ».

(14) H. Gerbeau, « Engagés et coolies à l'île de la Réunion. Masques de la servitude et contraintes de la liberté », communication au colloque de Leiden, avril 1982, 46 p. dactyl.

F. Lacpatia, Les Indiens de la Réunion : Origine et recrutement, St-Denis 1982, 104 p.

S. Fuma, Esclaves et citoyens, le destin de 62 000 Réunionnais, St-Denis, 1979, 175 p.

(15) voir surtout, avec Paysans de la Réunion déjà cité, Un développement ambigu, structure et changement de la société réunionnaise. 3^e édition, St-Denis, 1983, 206 p.

(16) Voir par exemple Claude Perrot, « A la recherche de l'histoire de l'Afrique : les traditions orales » in Recherche, pédagogie et culture, n° 39, janvier-février 1979, p. 7 à 11.